Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 9 décembre 2016

n° 19271

Elections législatives roumaines du 11 décembre 2016. Les sondages publiés en ces derniers jours de campagne électorale confirment l'avance importante du Parti social-démocrate (PSD).

Selon un sondage élaboré par l'institut *IRES* et diffusé par la chaîne *DIGI 24*, le PSD est crédité de 44% des intentions de vote, alors que son principal adversaire, le Parti national libéral (PNL), n'arrive qu'à 23%. L'Union Sauvez la Roumanie (USR) obtiendrait 7%, l'Alliance des libéraux et des démocrates (ALDE) - 6%, le Parti Mouvement populaire (PMP) - 6% et l'Union démocrate magyare de Roumanie (UDMR) - 5%. Le parti nationaliste Roumanie unie (PRU) ne dépasserait pas le seuil électoral de 5%, d'après ce sondage.

S'agissant de la participation, 42% des personnes interrogées affirment avoir l'intention de voter, 28% voteront peut-être, 21% ne voteront pas et 6% ne voteront probablement pas. Le sociologue Dan Jurcan de l'IRES estime néanmoins que la participation au scrutin de dimanche prochain serait d'environ 42%.

Le sondage pointe également l'inefficacité de la campagne électorale, dans la mesure où 73% des interviewés ont établi leur intention de vote avant la campagne électorale et seulement 26% durant la campagne. Les informations présentées durant la campagne n'ont déterminé que 8 % des interviewés à changer leur intention de vote. Les chaînes de télévision ont été pour la majorité des Roumains (87%) la principale source d'information sur les candidats, suivie par les journaux (17%), les sites (15%) et les réseaux sociaux (15%).

Le PSD domine également le sondage, réalisé par *Sociopol* sur commande de *România TV*, avec 41% des intentions de vote. Les sociaux-démocrates sont suivis par le PNL - 27%, USR - 7%, ALDE - 6%, PRU - 5%. L'UDMR et le PMP sont crédités tous les trois de 4%, en-dessous du seuil de 5% nécessaire pour entrer au Parlement (*Ziare.com*).

Jurnalul Național passe en revue les ambitions des partis. Alors que le PSD espère obtenir 45% des sièges au Parlement (après redistribution) et former une majorité avec ALDE, le PNL vise un score de plus de 30%, résultat obtenu lors des dernières élections locales. L'USR, parti dirigé par Nicușor Dan, qui a obtenu 31% des voix aux élections pour la mairie de Bucarest en juin 2016, table à son tour sur un score à deux chiffres.

Le taux de participation sera l'élément déterminant de ce scrutin, estiment les médias. Le nom du prochain Premier ministre dépendra entièrement de la mobilisation des Roumains, écrit *Puterea*, en proposant deux sondages, de l'Institut allemand *Demoskop* et de l'Institut roumain *Avangarde.* Le premier sondage a été effectué sur la base d'une participation de 50% : PSD obtiendrait ainsi 38%, PNL 30%, USR 16%, ALDE 5%, UDMR 4%, PMP 4%. En revanche, si la participation se situe entre 35% et 40%, les résultats seraient plus proches des estimations du sondage d'*Avangarde* : PSD 42%, PNL 29%, USR 9%, ALDE 6%, PMP 5%, UDMR 5%. Le quotidien conclut qu'une présence plus importante aux urnes ferait baisser le score du PSD et de l'ALDE et augmenterait les chances du PNL et de l'USR d'imposer un Gouvernement Dacian Cioloș II.

Adevărul propose à la Une deux interviews en miroir de Liviu Dragnea et de Dacian Cioloș, possibles chefs du futur Gouvernement, qui évoquent notamment leurs parcours personnels et professionnels. Liviu Dragnea, président du PSD, est pressenti par les médias comme possible proposition de Premier ministre de coalition PSD-ALDE, alors que la reconduite de l'actuel Premier ministre Dacian Cioloș est soutenue par le PNL et l'USR. Călin Popescu

Tăriceanu, président de l'ALDE, a déclaré sur *Adevărul Live* qu'il essaierait de négocier avec le PSD sa propre nomination au poste de Premier ministre.

Le Conseil national d'études des archives de la Securitate (CNSAS) a annoncé hier que six candidats aux élections législatives (trois du PRU, deux de l'ALDE et un du PMP) ont été collaborateurs de l'ancienne police politique secrète du régime communiste roumain (*România Liberă*).

Le déplacement privé du Premier ministre hongrois Viktor Orban à Satu Mare en Transylvanie pour rencontrer les dirigeants de l'UDMR et appeler les membres de la communauté magyare de Roumanie à voter aux législatives du 11 décembre, a été commenté et dénoncé dans les médias. « Le Premier ministre hongrois s'investit dans la campagne de l'UDMR » (*România Liberă*), « L'UDMR exploite le conflit diplomatique avec la Hongrie » (*Evenimentul Zilei*), titrent les quotidiens. Cristian Pantazi parle sur *HotNews.ro* de « l'attitude de provocation de la Hongrie » et estime que les responsables politiques de Budapest ainsi que l'UDMR ont commencé une « campagne de diabolisation de la Roumanie » pour chercher à créer de l'émotion au sein de la communauté magyare et éviter que l'UDMR ne glisse en-dessous du seuil de 5%.

Cependant, estime l'éditorialiste, les responsables politiques et les partis roumains n'ont que peu réagi, en déjouant ainsi « le plan commun de Budapest et de l'UDMR ». Le journaliste Cristian Unteanu qualifie de son côté les déclarations de Viktor Orban de « l'insulte à la Roumanie » (*Adevărul)*, en critiquant « l'absence d'une réaction ferme des autorités roumaines », car seule « une nation qui se respecte sera respectée ».

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- A la veille des élections législatives roumaines, la presse française publie un nombre important d'articles consacrés à la Roumanie :

« La Roumanie en passe de voter pour le statu quo » (*Les Echos*). « La campagne qui a précédé les élections législatives de dimanche en Roumanie n'a vu surgir ni leader d'extrême droite vociférant contre l'Union européenne ni mouvement d'extrême gauche promettant le doublement du salaire minimum et la fin du libre-échange. Il existerait donc à l'est de l'Europe un pays affranchi de toute tentation populiste ou xénophobe ? » s'interroge *Catherine Chatignoux* dans *Les Echos* : « Les Roumains, entrés dans l'Union en 2007, sont et restent pro-européens. Ils sont encore majoritaires à penser que leur appartenance au bloc politique leur apporte des bienfaits. Si le pays est toujours le deuxième plus pauvre des Vingt-Huit, il jouit d'un des taux de croissance les plus élevés du continent (6 % au deuxième trimestre) et le PIB y a augmenté de 60 % depuis l'adhésion, en dépit de la crise économique de 2009 qui a plongé le pays dans la récession et lui a valu une sévère cure d'austérité. Ce tableau est cependant un peu trop idyllique pour constituer un reflet fidèle de la réalité. Car si la Roumanie résiste vaillamment au populisme, elle souffre d'un profond problème de représentativité».

« Un Rom aux portes du Parlement roumain » (*La Croix*), la journaliste *Aline Fontaine* consacre un portrait à Petre Florin Manole, candidat d'origine Rom aux législatives.

« Roumanie : la corruption, frein au développement », Plus de 18 millions d'électeurs sont appelés aux urnes dimanche, à l'occasion des élections législatives, dans un pays où la corruption mine les perspectives de progrès (*Le Monde*).

Maître Dana Gruia Duffaut propose aux lecteurs du *Petit Journal de Bucarest,* dans la rubrique juridique, une présentation des élections législatives roumaines de dimanche 11 décembre.

L'AFP a fait plusieurs analyses reprises dans les médias français et roumains : « UE : 10 ans après son entrée, une Roumanie à deux vitesses » (*Boursorama.com*), « Les Roumains élisent leur parlement, la gauche en quête de réhabilitation » (*Economica.net*).

- Le lycée « Petru Rareş » de Suceava (Nord-Est de la Roumanie) a reçu le 7 décembre dernier le « Label France Education » pour attester de son excellence dans le domaine de l'enseignement bilingue francophone. Le Label est attribué sur la décision du Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (*Monitorul de Suceava*).

- Violeta Alexandru, ministre pour la Consultation publique et le Dialogue civique, dirige la délégation de la Roumanie au Sommet mondial du gouvernement ouvert qui se déroule Paris du 7 au 9 décembre (*Agerpres*).

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie